

L'édito du coordinateur

... Un éconocide à la Française ?

Inflation normative, inflation fiscale, baisse des recettes : est-ce que la France décide de faire pousser le blé en l'arrosant avec du soda ?

À FO, nous ne sommes ni contre les normes, ni contre la fiscalité, bien au contraire dès lors qu'elles sont protectrices pour les salariés, les entreprises et la planète.

En revanche, elles ne doivent pas être un frein à l'activité économique, à la compétitivité de nos entreprises, au développement des intérêts de l'industrie française, donc de l'emploi en France.

Bien sûr, on peut prendre l'angle idéologique et s'enfermer dans les modèles économiques qui nourrissent les clivages politiques, mais on peut aussi faire preuve de bon sens. Une entreprise, c'est une ambition, une vision pour répondre à un besoin du marché. Pour se développer, elle a besoin de salariés. L'entreprise et les salariés créent de la richesse. La richesse permet l'impôt. L'impôt, lui, permet la pérennité de notre modèle social français.

La meilleure façon de garantir durablement les ressources nécessaires à notre modèle social, c'est de créer un environnement favorable au développement d'une activité économique génératrice d'emplois.

Pourtant, le nombre de défaillances d'entreprises ne cesse de croître, atteignant un record en 2024 avec 67 830 entreprises (décompte Altares). Au troisième trimestre 2024, le taux de chômage en France métropolitaine s'établissait à 7,4 % de la population active. Si l'on prend en compte les catégories A, B, C, c'est près de 16,6 % de la population active qui est en recherche d'emploi.

Dans de telles circonstances, comment imaginer régler le déficit budgétaire chronique de la France ? Par l'impôt ou l'investissement ?

AU SUIVANT !



Le projet de loi de finances semble nous mettre sur la voie. Un exemple ? Une nouvelle taxation sur les billets d'avion.

Pourquoi pas, après tout, l'aéronautique est l'un des derniers secteurs industriels en bonne santé sur notre territoire, les autres étant en voie de disparition. Et qu'importe si cela défavorise l'intérêt des entreprises du territoire au bénéfice d'entreprises extraterritoriales, l'important, c'est de répondre aux objectifs fixés par le pacte de stabilité et de croissance, quitte à tuer la poule aux œufs d'or !

Sans cette obligation administrative, la dette n'est presque plus un problème, du moment que les emprunts d'aujourd'hui construisent les recettes de demain. Le problème n'est donc pas d'emprunter, mais de mal dépenser.

Vaut-il mieux compenser le déficit de l'assurance chômage (même question pour les retraites) ou encourager les entreprises via des dispositifs de soutien et de financement innovants, mis sous le contrôle de gestion paritaire afin de garantir la création d'emplois dans nos régions ?

Si l'on veut s'en convaincre, regardons outre-Rhin.

57 milliards du budget fédéral allemand 2025 seront consacrés à l'investissement public pour améliorer les infrastructures de transport, la numérisation, la protection du climat et la modernisation de son industrie pour la rendre plus durable.

C'est une forme de planification dirigée à la française (celle qui a fait naître Airbus, rappelons-le), dans laquelle l'État allemand s'engage.

Et à ce rythme de développement, l'Allemagne offrira aux entreprises implantées en France un écosystème bien plus favorable que le nôtre.

Notre industrie, nos entreprises et donc nos emplois souffraient déjà des conséquences de la crise sanitaire. À cela se sont ajoutées de nouvelles normes là où d'autres ne s'en imposent pas. La France excelle, surclassant toutes les autres nations dans ce domaine.

La situation est très préoccupante, n'avons-nous rien appris des années 2000 ?

Une entreprise se développe là où les conditions lui sont favorables.



Il faut investir dans la transformation écologique, mais une transformation équitable qui offre un avenir à notre industrie et qui génère de l'emploi. Oui à une fiscalité, mais une fiscalité qui permet de faire 10 avec 1.

État, régions, soyez ambitieux, ne cédez pas à une vision décliniste, où la décroissance serait la seule issue possible pour faire face aux enjeux de demain.

Nous serions les seuls dans ce paradigme idéaliste ; ensemble, soyons résilients.

Dominique Delbouis
Coordinateur FO Airbus Group

**FO,
nos entreprises,
nos emplois,
notre modèle social.**

